

Service inutile ?

La suppression du Service National ne peut manquer de provoquer de sérieux débats tant elle peut mettre en cause, en fait, l'idée même de servir la nation.

Par volonté d'efficacité le choix a été fait pour nos armées de leur professionnalisation. Leurs insuffisances bien connues quant à leurs capacités de projection, devenues une priorité depuis l'effondrement soviétique, nécessitaient-elles pour autant la suppression du Service National alors que des unités, telle la Légion Etrangère, ne l'avaient pas attendu et que d'autres, déjà très professionnalisées, pouvaient facilement le devenir tout à fait.

Mais de quelle profession parle-t-on ? L'efficacité technique des armées n'est qu'un aspect de leur mission et à ne vouloir considérer que celui-là on prend un grand risque de se retrouver, sinon en retard d'une guerre, du moins en retard d'un problème.

Point n'est besoin d'attendre demain pour penser que le défi principal qui se présente à nous ne relève, ni des systèmes d'armes qu'un monde imprévisible commande de développer, ni des nécessaires capacités d'intervention extérieure mais de notre cohésion intérieure et que celle-ci est une mission fondamentale du "Rôle social de l'officier" que Lyautey évoquait en 1891 peu après l'instauration du Service Universel dans des termes si actuels, bien que pour des raisons différentes : "En ce temps et en ce pays divisés, n'y a-t-il pas là un vaste terrain où peuvent s'efforcer en commun, sans acception de confessions religieuses, d'écoles philosophiques, ni de partis politiques, tous ceux qui ont le même souci de ses destinées...?".

Affirmer aujourd'hui que cette mission n'est pas dans la vocation des armées me paraît aussi regrettable pour les personnes que pour notre pays.

Pour les personnes car le cadre militaire est le dernier dont les exigences peuvent jouer un rôle dans la formation de la

personnalité dans une société où le respect des libertés est aussi l'alibi commode de l'indifférence à l'égard des autres, des démissions éducatives et de l'abandon des gêneurs dont l'armée ne se privait déjà d'ailleurs pas en éliminant de l'ordre de 80 % des classes d'âge jugées inaptes.

Quant à notre pays c'est bien à l'inverse qu'une grande réforme devrait donner à l'ensemble des jeunes Français le goût de servir des valeurs communes faute desquelles notre société se défait dans la montée de l'insignifiance.

Ce Service, ou ce qui en tiendra lieu devrait donc désormais être le fait des seuls volontaires, c'est-à-dire de ceux qui en ont le moins besoin.

Si le choix est fait de privatiser le Service National, c'est à une tout autre échelle que doit être impulsée une grande politique de volontariat qui ne soit pas un simulacre. Nos associations sont prêtes à en relever le défi mais peuvent attendre, outre une contribution normale de l'Etat déchargé de cette fonction (sans comparaison avec le coût d'autres privatisations pourtant moins essentielles), des dispositions que le Parlement pourrait imaginer telle la déduction fiscale des sommes consacrées à la prise en charge d'un jeune volontaire ou pour les associations convertissant des jeunes sans emploi en volontaires, l'activation des dépenses passives du chômage plus souvent évoquées qu'appliquées.

Souhaitons que quels que soient les choix définitifs arrêtés, ils soient l'occasion de donner un souffle nouveau et qu'au lieu d'être à "l'écoute des jeunes" parce qu'on n'a rien à leur dire, soit exprimée une exigence et ouvertes les voies de ce qu'on espère trouver ailleurs que dans les livres d'histoire et qui pourrait toujours s'appeler le service de la France.

Patrick EDEL
Délégué Général
de la Guilde Européenne du Raid